

Overwegende dat de adviseurs en directeurs bij de hulpverlening aan de jeugd en hun adjuncten, in het belang van de jongeren en de maatschappij, zonder verwijf dienen te worden aangesteld, met het oog op de uitoefening van hun activiteiten;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren;

Gelet op de door de Executieve van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 23 september 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt, de volgende artikelen van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd :

- artikel 5;
 - artikel 6;
 - artikel 7, lid 1;
 - artikel 9, lid 1;
 - artikel 10, wat de toepassing van artikel 36, §§ 2, 6 en 7 betreft;
 - artikel 13, wat de toepassing van artikel 36, § 6, betreft;
 - artikel 15, lid 2;
 - artikel 31;
 - artikel 32, § 1 en § 2, 1^o tot 3^o en 5^o;
 - artikel 33 leden 1 en 4;
 - artikel 34;
 - artikel 35;
 - artikel 36 § 1, § 2, 1^o en 2^o, en §§ 3 tot 7;
 - artikel 51;
 - artikel 55, wat de toepassing van artikel 36, § 6, betreft;
 - artikel 57;
- artikel 62 § 1, § 2, § 4, §§ 6 tot 8, § 11 en §§ 15 tot 18;
 - artikel 66.

Art. 2. De opdrachten toegewezen aan de jeugdbeschermingscomités bij artikel 2, leden 1, 2 en 3, 1^o, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming blijven behoren tot de bevoegdheid van die comités totdat de adviseurs bij de hulpverlening aan de jeugd in dienst treden.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 oktober 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

F. 91 — 3845

[S-C — 29679]

7 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif visant la reconnaissance des fédérations sportives, du Comité olympique et interfédéral belge, d'une association interfédérale et d'associations de coordination

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des fédérations sportives et des organes de coordination;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air donné le 11 septembre 1991;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 octobre 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 octobre 1991;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, justifiée par la nécessité de lancer les démarches administratives pour autoriser l'application du décret du 3 juillet 1991 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des fédérations sportives et des organes de coordination, avant le 1er janvier 1992;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 14 octobre 1991,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- a) le Ministre : le membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant le Sport dans ses attributions;
- b) le décret : le décret du 3 juillet 1991 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des fédérations sportives et des organes de coordination;
- c) la fédération : la fédération sportive reconnue ou sollicitant sa reconnaissance en application des dispositions du chapitre I du décret précité;

- d) le COIB : le Comité olympique et interfédéral belge reconnu en application des dispositions de la section 1 du chapitre II du décret précité;
- e) le membre affilié : l'individu affilié à un club sportif affilié à une fédération reconnue;
- f) l'année de référence : l'année civile qui précède l'exercice budgétaire à charge duquel les subventions octroyées en application des dispositions du décret précité sont liquidées;
- g) l'année budgétaire : l'année de l'exercice budgétaire à charge duquel les subventions octroyées en application des dispositions du décret précité sont liquidées;
- h) l'Administration : l'Administration de l'Education physique, des Sports et de la Vie en Plein air du Ministère de la Culture et des Affaires sociales au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française.

CHAPITRE II. — De l'introduction des demandes de reconnaissance

Art. 2. Pour être reconnues, les fédérations, le COIB, l'association interfédérale et les associations de coordination, doivent introduire une demande à l'administration sur formulaires fournis par celle-ci.

Art. 3. Les demandes de reconnaissance, ainsi que leurs annexes, doivent être adressées à l'administration sous pli recommandé à la poste.

Art. 4. Les fédérations doivent joindre à leur demande de reconnaissance les documents ci-après :

- 1° une copie de leurs statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;
- 2° la liste à jour de leurs cercles affiliés mentionnant pour chacun d'entre eux le siège ainsi que le nombre de membres affiliés;
- 3° la liste à jour des membres de l'organe de gestion de la fédération, reprenant les noms, adresses et fonctions exercées au sein de la fédération;
- 4° une copie de la police d'assurance couvrant la responsabilité civile et la réparation des dommages corporels de leurs membres affiliés ou, en cas d'assurance souscrite directement par les cercles affiliés ou tout autre structure intermédiaire, un document mentionnant les principales dispositions des contrats, relatives à cette couverture;
- 5° un rapport d'activités portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance plus, le cas échéant, un rapport d'activités relatif à l'année en cours; dans le cas où la fédération résulte d'une organisation sur base communautaire d'une association sportive nationale, les activités exercées dans le cadre national peuvent être prises en considération;
- 6° une copie de tous règlements pris en application des statuts de la fédération;
- 7° le cas échéant, la liste des critères objectifs permettant d'établir le montant des indemnités compensatoires de formation versées à l'occasion des transferts;
- 8° la liste des sanctions prévues en cas de non respect des dispositions du décret du 3 juillet 1991 visant l'interdiction de l'utilisation de substances ou moyens de dopage;
- 9° la liste des instances sportives internationales avec lesquelles la fédération est organiquement en relation.

Art. 5. Le COIB doit joindre à sa demande de reconnaissance les documents ci-après :

- 1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;
- 2° la liste à jour des membres de son organe de gestion, reprenant les noms, adresses, rôle linguistique et fonctions exercées au sein du COIB;
- 3° une copie de tous règlements pris en application des statuts;
- 4° un rapport d'activités couvrant au moins le dernier exercice;
- 5° la liste du personnel occupé, sur base de l'activité exercée, et du rôle linguistique;
- 6° une copie des plus récents bilan comptable, compte de résultats et budget.

Art. 6. L'association interfédérale doit joindre à sa demande de reconnaissance les documents ci-après :

- 1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;
- 2° une copie de tous règlements pris en application des statuts;
- 3° un rapport d'activités couvrant au moins le dernier exercice;
- 4° la liste des fédérations reconnues qui sont membres de l'Association interfédérale;
- 5° la liste à jour des membres de son organe de gestion, reprenant les noms, adresses et fonctions exercées au sein de l'association interfédérale.

Art. 7. Une association de coordination doit joindre à sa demande de reconnaissance les documents ci-après :

- 1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;
- 2° une copie de tous règlements pris en application des statuts;
- 3° un rapport d'activités couvrant au moins le dernier exercice;
- 4° la liste des fédérations sportives qui sont membres de l'association de coordination;
- 5° la liste à jour des membres de son organe de gestion, reprenant les noms, adresses et fonctions exercées au sein de l'association de coordination;
- 6° une copie des statuts de chacune des fédérations sportives membres et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;
- 7° une copie de tous règlements pris en application des statuts des fédérations sportives membres;
- 8° un rapport d'activités des fédérations sportives membres portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance, plus, le cas échéant, un rapport d'activités relatif à l'année en cours;
- 9° la liste à jour, pour chaque fédération sportive membre, de leurs cercles affiliés mentionnant pour chacun d'entre eux le siège ainsi que le nombre de membres affiliés;
- 10° la liste à jour des membres de l'organe de gestion de chacune des fédérations sportives membres reprenant les noms, adresses et fonctions exercées au sein de la fédération sportive concernée;
- 11° les documents prévus aux points 4°, 7°, 8° et 9° de l'article 4 du présent arrêté relatifs soit à l'association de coordination, soit à chacune de ses fédérations sportives membres.

Art. 8. L'arrêté ministériel du 8 août 1978 fixant la procédure à suivre pour l'introduction des demandes de reconnaissance des fédérations sportives, en application des dispositions du décret du 22 décembre 1977, est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1992.

Art. 10. Le Ministre qui a le Sport dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 novembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 91 — 3845

[S-C — 29679]

7 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Executieve betreffende de erkenning van de sportfederaties, van het Belgische Olympische en Interfederale Comité, van een interfederale vereniging en van coördinatieverenigingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 tot bepaling van de voorwaarden voor de sportfederaties en de coördinatie-organen om erkend en gesubsidieerd te worden, inzonderheid op het artikel 6;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens, verleend op 11 september 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, verleend op 7 oktober 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, verleend op 14 oktober 1991;

Gelet op de wetten over de raad van Staat, gecoördineerd op 12 januari 1973;

inzonderheid op het artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, verrechtvaardigd door het feit dat de beschikkingen van het decreet van 3 juli 1991 tot bepaling van de voorwaarden voor de sportfederaties en de coördinatieorganen om erkend en gesubsidieerd te worden, afsluit van kracht moeten worden op 1 januari 1992;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beslissingen van de Executieve van 14 oktober 1991,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen

Artikel 1. In het kader van dit besluit, moet men verstaan onder :

- a) de Minister : het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor Sportzaken;
- b) het decreet : het decreet van 3 juli 1991, tot bepaling van de voorwaarden voor de sportfederaties en de coördinatie-organen om erkend en gesubsidieerd te worden;
- c) de federatie : de sportfederatie die erkend is of die haar erkenning tracht te bekomen, in toepassing van de beschikkingen uit hoofdstuk I van bovengenoemd decreet;
- d) het BOIC : het Belgische Olympische en Interfederale Comité dat erkend wordt in toepassing van de beschikkingen van Sectie I van het tweede hoofdstuk van bovengenoemd decreet;
- e) het aangesloten lid : de persoon die lid is van een sportclub die zelf aangesloten is bij een erkende federatie;
- f) het referentiejaar : het kalenderjaar dat voorafgaat aan het begrotingsjaar ten laste waarvan de toegekende subsidies worden verrekend, in toepassing van de beschikkingen van het bovengenoemd decreet;
- g) het begrotingsjaar : het jaar waarvoor de begroting loopt en ten laste waarvan de toegekende subsidies worden verrekend, in toepassing van de beschikkingen van het bovengenoemd decreet;
- h) het Bestuur : het Bestuur voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, binnen de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — Over het indienen van aanvragen op erkenning

Art. 2. Om erkend te worden, moeten de federaties, het BOIC, de Interfederale vereniging en de coördinatieverenigingen bij het bestuur een aanvraag indienen op formulieren die het Bestuur daarvoor beschikbaar stelt.

Art. 3. De aanvragen om erkend te worden, moeten, samen met de bijgevoegde stukken, naar het bestuur gezonden worden in een bij de post aangetekende enveloppe.

Art. 4. De federaties moeten bij hun aanvraag om erkend te worden, de volgende documenten toevoegen :

- 1° een kopie van hun statuten en het bewijs dat die in het *Belgisch Staatsblad* werden gepubliceerd;
- 2° de bijgehouden lijst van hun aangesloten kringen, waarbij telkens dient vermeld te worden waar zich de hoofdzetel bevindt alsook het aantal aangesloten leden;
- 3° de bijgehouden lijst van de leden van het beheersorgaan van de federatie waarbij telkens hun naam, adres en de functies vermeld dienen te worden die ze binnen de federatie uitgeoefend hebben;
- 4° een kopie van de verzekeringspolis die de wettelijke aansprakelijkheid en de schadevergoeding bij materiële schade voor hun aangesloten leden dekt of, wanneer de verzekeringspolis rechtstreeks door de aangesloten kringen worden onderschreven, of via een andere tussenstructuur, een document dat de voornaamste contractuele beschikkingen vermeldt die betrekking hebben op deze dekking;
- 5° een activiteitenverslag over het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de aanvraag werd ingediend om erkend te worden, verder, eventueel, een activiteitenverslag dat betrekking heeft op het lopende jaar;
- indien de federatie resulteert uit een organisatie, op communautaire grondslag, van een nationale sportvereniging, dan kunnen de activiteiten die uitgeoefend werden op nationaal vlak, in aanmerking genomen worden;
- 6° een kopie van elke reglementering aangenomen in toepassing van de statuten van de federatie;
- 7° eventueel, de lijst van de objectieve criteria die het moeten mogelijk maken het bedrag te bepalen van hetgeen bij wijze van compensatie voor de verschaft opleiding werd betaald, ter gelegenheid van transfers;

8° de lijst van de sancties die voorzien zijn bij de niet-eerbiediging van de beschikkingen van het decreet van 3 juli 1991, betreffende het verbod gebruik te maken van dopingsubstantia of -middelen;

9° de lijst van de internationale sportinstanties waarmee de sportfederatie organisch in verbinding staat.

Art. 5. Het BOIC moet bij zijn aanvraag om erkend te worden, de volgende documenten toevoegen :

1° een kopie van zijn statuten en het bewijs dat die in het *Belgisch Staatsblad* werden gepubliceerd;

2° de bijgehouden lijst van de leden van het beheersorgaan, met vermelding telkens van hun naam, adres, taalrol en functies die ze uitgeoefend hebben in de schoot van het BOIC;

3° een kopie van elke reglementering aangenomen in toepassing van de statuten;

4° een activiteitenverslag dat minstens het laatste boekjaar betreft;

5° de lijst van het personeel in dienst, op grond van de uitgeoefende activiteit en de taalrol;

6° een kopie van de meest recente boekhoudkundige balans, de resultatenrekening en de begroting.

Art. 6. De Interfederale Vereniging moet bij haar aanvraag om erkend te worden, de volgende documenten toevoegen :

1° een kopie van haar statuten en het bewijs dat die in het *Belgisch Staatsblad* werden gepubliceerd;

2° een kopie van elke reglementering aangenomen in toepassing van de statuten;

3° een activiteitenverslag dat minstens het laatste boekjaar betreft;

4° de lijst van de erkende federaties die lid zijn van de Interfederale vereniging;

5° de bijgehouden lijst van de leden van haar beheersorgaan met vermelding telkens van hun naam, adres en functie die ze uitgeoefend hebben in de schoot van de Interfederale Vereniging.

Art. 7. Een coördinatievereniging moet bij haar aanvraag om erkend te worden, de volgende documenten toevoegen :

1° een kopie van haar statuten en het bewijs dat die in het *Belgisch Staatsblad* werden gepubliceerd;

2° een kopie van elke reglementering aangenomen in toepassing van de statuten;

3° een activiteitenverslag dat minstens het laatste boekjaar betreft;

4° een lijst van de sportfederaties die lid zijn van de coördinatievereniging;

5° de bijgehouden lijst van de leden van het beheersorgaan, met vermelding telkens van hun naam, adres en functies die ze uitgeoefend hebben in de schoot van de coördinatievereniging;

6° een kopie van de statuten van elke sportfederatie die lid is en het bewijs dat die in het *Belgisch Staatsblad* werden gepubliceerd;

7° een kopie van elke reglementering aangenomen in toepassing van de statuten van de sportfederaties die lid zijn;

8° een activiteitenverslag van de sportfederaties over het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarover de aanvraag werd ingediend om erkend te worden, verder, eventueel, een activiteitenverslag dat betrekking heeft op het lopende jaar;

9° voor elke sportfederatie die lid is, de bijgehouden lijst van hun aangesloten kringen met vermelding telkens van hun hoofdzetels alsook het aantal aangesloten leden;

10° de bijgehouden lijst van de leden van het beheersorgaan van elke sportfederatie die lid is, met vermelding telkens van hun naam, adres en functies die ze uitgeoefend hebben in de schoot van de betreffende sportfederatie;

11° de documenten, voorzien bij de punten 4°, 7°, 8° en 9° van het artikel van dit besluit die ofwel betrekking hebben op de coördinatieverenigingen, ofwel op elk van de sportfederaties die er lid van zijn.

Art. 8. Het ministeriële besluit van 8 augustus 1978 tot bepaling van de te volgen procedure bij het indienen van de aanvragen van sportfederaties om erkend te worden, in toepassing van de beschikkingen van het decreet van 22 december 1977, wordt herroepen.

Art. 9. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1992.

Art. 10. De Minister die bevoegd is voor Sportzaken, is belast met de toepassing van dit besluit.
Brussel, 7 november 1991.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Tourisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 91 — 3846

[S-C — 29677]

7 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif réglant le subventionnement des fédérations sportives, du Comité olympique et interfédéral belge et des associations de coordination

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des fédérations sportives et des organes de coordination;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air donné le 11 septembre 1991;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 octobre 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 octobre 1991;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, justifiée par la nécessité de lancer les démarches administratives pour autoriser l'application du décret du 3 juillet 1991 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des fédérations sportives et des organes de coordination, avant le 1er janvier 1992;